

2 Politique

Interview du Premier ministre, chef du gouvernement

Julien Nkoghe Bekale : « Le gouvernement est à la tâche »

Propos recueillis par ONDOUBA'NTSIBAH

Maxime MIHINDOU & Issa IBRAHIM

Libreville/Gabon

Plusieurs mois après sa nomination à la Primate en janvier dernier, et un peu plus d'un mois seulement après sa Déclaration de Politique générale devant l'Assemblée nationale, le 26 février, Julien Nkoghe Bekale, a bien voulu accorder cette interview exclusive à notre Rédaction. C'est un Premier ministre détendu, concentré, serein et manifestement déterminé, qui a répondu à toutes nos questions. Presque tous les sujets qui préoccupent aujourd'hui les Gabonais ont été abordés : la dette, l'éducation, la situation dans les hôpitaux et dans les universités, les réformes économiques, etc. L'actualité politique n'était pas en reste. Loin s'en faut. Lecture.

l'union. Monsieur le Premier ministre, après plusieurs mois d'absence pour raisons de santé, le président de la République, est rentré récemment, au Gabon. Comment avez-vous accueilli ce retour ?

Julien Nkoghe Bekale : Avec une immense joie, immense bonheur et une forme de soulagement. Tout comme le peuple gabonais d'ailleurs. Il y a quelques jours son Excellence Ali Bongo Ondimba, président de la République, chef de l'Etat est rentré définitivement au Gabon suite à un long séjour à l'étranger pour des raisons de santé.

Ce jour-là, le chef de l'Etat a reçu un accueil triomphal. De mémoire de Gabonais on avait jamais vu ça. De l'aéroport à sa résidence privée, ils étaient des dizaines de milliers à venir le voir et l'acclamer.

Il faut remercier à nouveau le peuple gabonais pour s'être à ce point mobilisé. Je saisis également l'occasion pour remercier, au nom du gouvernement, les plus hautes autorités marocaines et saoudiennes, pour leur implication et leur précieux soutien. Depuis son retour, le président de la République, chef de l'Etat, Son Excellence Ali Bongo Ondimba, a un agenda très chargé. Il a manifestement recouvré sa pleine capacité de travail. Pour le reste, le gouvernement est à la tâche et l'ensemble des institutions sont en place. Le Gabon peut donc continuer à avancer et se réformer. C'est notre ambition collective.

Malgré la reprise des activités présidentielles, il y a encore des comparatistes qui expriment des doutes et multiplient des actions pour arriver à la constatation de la vacance du pouvoir dans notre pays. Que répondez-vous à ces Gabonais qui sont issus aussi bien de la société civile, des syndicats que du monde politique ?

C'est un sujet qui anime une poignée de personnes au sein du microcosme politico-médiatique à des fins d'intérêt personnel. Je n'y reviendrai donc pas.

Simplement, parler de vacance du pouvoir alors que le président est de retour définitivement au pays, qu'il passe comme avant des heures et des heures chaque jour au palais du Bord de mer, qu'il a présidé il y a quelques jours un nouveau Conseil des ministres, qu'il multiplie les réunions de travail avec ses collaborateurs, avouez tout de même qu'il y a quelque chose de cocasse. Que ceux qui veulent polémiquer polémiquent. Mais ils ne sont qu'une infime minorité qui n'existe que par le biais des réseaux sociaux. Ils n'ont aucune représentativité politique. Nous ne devons donc pas perdre de temps avec cela. Ce qui importe au président, c'est d'accélérer le rythme des réformes pour améliorer le quotidien des Gabonais et préparer l'avenir du pays. Le reste l'indiffère.



Photo : Presse Primature

Julien Nkoghe Bekale : "Le gouvernement va s'attaquer à la lancinante question de la disponibilité des médicaments dans les Centres de santé."

Dans votre déclaration de politique générale, vous avez reconnu que l'heure était arrivée pour que les Gabonais se parlent à nouveau, promettant même de mettre en place des cadres de dialogue. Or, plusieurs mois après, le climat politique demeure crispé. Qu'envisagez-vous concrètement pour renouer le Dialogue entre toutes les forces vives du pays ? Et de quel dialogue parlez-vous exactement ?

Permettez-moi de lever une équivoque et de poser une question : pour se parler ou réapprendre à se parler, les Gabonais ont-ils besoin d'une grande messe ? Je ne le pense pas.

Je pense que le Conseil national de la Démocratie est le cadre approprié pour ce faire. Au demeurant, ce qu'attendent les Gabonais de leurs dirigeants, ce n'est pas l'organisation d'un énième dialogue politique mais des réformes avec un impact concret et positif sur leur vie quotidienne. Ce que nos compatriotes nous demandent (jeunes comme moins jeunes) au quotidien, par divers canaux, c'est de pouvoir se soigner quand ils sont malades, c'est de faire scolariser leurs enfants dans des conditions décentes, c'est de pouvoir manger à leur faim, de vivre dans un environnement sécurisé, c'est d'avoir tous, accès à l'eau et à l'électricité, de circuler sur des routes praticables en ville ou en campagne, d'avoir accès à un emploi ou être placé en situation de s'en créer un.

Face à ces demandes, j'estime qu'un dialogue multidimensionnel permanent entre Gabonais est nécessaire. Ce qui compte, c'est le fond, pas la forme.

Entre institutions, j'ai réaffirmé, le 26 février devant la Représentation nationale, les bonnes dispositions du gouvernement à travailler en cohérence avec le pouvoir législatif, dans le respect des dispositions de notre Constitution. Au sein de l'Assemblée nationale même, la pluralité des profils politiques devra favoriser l'expression d'un débat démocratique ouvert et républicain.

J'ai participé récemment à une réunion extraordinaire du Conseil national de la Démocratie qui précédait de quelques jours, la première session annuelle du Conseil économique, social et environnemental.

Tout ceci pour dire que les instances d'un dialogue permanent et dynamique existent désormais ; Elles sont toutes en place sur les plans politique, législatif et social pour parler en leur sein du Gabon. De ses atouts comme de ses difficultés, sans tabous mais dans un cadre institutionnel bien défini pour plus d'efficacité.

C'est ce type de dialogue que le président

de la République, chef de l'Etat, Son Excellence Ali Bongo Ondimba m'a instruit de promouvoir et d'encourager, car il peut aider à résoudre nos problèmes au quotidien.

Non pas celui de petits calculs politiques, de l'incantation, de l'invective, de la rue ou celui qui s'inscrit en dehors du cadre légal.

Circuler à Libreville et ses environs devient très, très compliqué, à cause de l'état des routes. Les gouvernements se succèdent, s'engagent dans des déclarations, mais finalement pas de grands changements. Les travaux sont lancés, mais ont du mal à aller à terme. Qu'est-ce qui peut justifier cette situation ? Et qu'est-ce qui peut garantir que votre gouvernement ne connaîtra pas les mêmes difficultés, donc le même échec quant à la route de manière générale, et les voiries urbaines en particulier ?

J'ai déclaré, devant la Représentation nationale, que les infrastructures routières constituaient, pour le gouvernement, une priorité.

Je ne souhaite ni faire d'annonces démagogiques ni promettre autre chose que ce que le gouvernement sera en mesure de faire sur ce point précis.

Une partie des efforts visant à contracter nos dépenses et à optimiser nos recettes est destinée à nous donner les moyens de financer ces chantiers.

Comme je l'ai dit dans ma Déclaration de politique générale, nous allons mettre en œuvre, un modèle innovant de contrat de maintenance de l'ensemble du réseau routier en nous appuyant entre autres, sur la remise sur pied des régies et subdivisions des travaux publics.

Dans ce sens, je viens de fixer une feuille de route précise au ministre des Infrastructures qui devrait permettre une amélioration substantielle du réseau routier d'abord à partir des voiries de Libreville ou vit plus de 60% de la population gabonaise, mais aussi sur la Nationale 1 du PK12 au PK105. Les routes départementales qui relient les capitales départementales aux chefs-lieux de provinces ne sont pas en reste.

Les améliorations apportées doivent être tangibles et rapides. Sur ce point, comme sur d'autres, les Gabonais doivent en ressentir les effets.

Vous avez exprimé votre volonté de renforcer les recettes fiscales de l'Etat. Ce qui pourrait impliquer la création de nouveaux impôts. Ou tout au moins l'augmentation des taux existants. Cela au moment où votre Gouvernement prône la lutte contre la vie chère. Il y a

là comme une contradiction. Pensez-vous que dans la situation actuelle, les Gabonais, même les entreprises, sont disposés à faire face à de nouvelles charges fiscales ?

Tout d'abord, il ne faut pas confondre les polémiques fiscales avec la lutte contre la vie chère. Dans ce dernier domaine, le gouvernement prend des initiatives pour faire baisser les prix des biens et services. Mais c'est un autre débat.

En suite, accroître les recettes de l'Etat est une exigence. Ce n'est pas une option. Je dirais même qu'il s'agit d'une obligation au regard de l'immensité des besoins de nos compatriotes, besoins qu'il faut bien financer. Pour ce faire, nous accorderons des moyens importants aux administrations fiscales et douanières en vue, non seulement de lutter contre la fraude, mais également de les inciter à la performance budgétaire. Il s'agit donc de mieux recouvrer l'impôt et de le dépenser plus efficacement.

Nous réfléchissons également aux voies et moyens d'impliquer à travers l'impôt, chaque citoyen, fût-ce de manière symbolique. Tous les citoyens doivent contribuer à l'effort fiscal. L'impôt doit devenir un élément central de la citoyenneté. De même, sans avoir à augmenter de manière inconsidérée la pression fiscale, il faudra élargir l'assiette fiscale, notamment en touchant des domaines comme l'habitation et en luttant contre l'informel. Rappelons-nous, un bon impôt est un impôt à base large et à taux faible. Dans ce débat, il ne faut pas oublier la finalité. Lever plus d'impôt, et je dirai mieux d'impôt, nous permettra de réduire notre endettement, mais aussi de financer les dépenses d'investissement, ainsi que les dépenses sociales.

Dans une note circulaire sur la gestion budgétaire 2019 - qui donne les grandes orientations sur l'exécution des crédits pour l'exercice 2019- vous avez décidé de redonner aux ministres l'entière responsabilité dans la gestion et l'exécution de leur crédit budgétaire. En quoi cette nouvelle approche, va-t-elle permettre une meilleure exécution des projets et des missions assignées à chaque département, surtout au moment où presque toutes les administrations disent qu'il y a un problème de trésorerie ?

Par cette mesure, je veux rendre les ministres responsables de la gestion de leurs budgets et de la mise en œuvre de leurs plans d'actions.

Les membres du gouvernement ne pourront plus ainsi se cacher derrière les responsables de l'administration qui, du reste, ne sont pas exempts de tout reproche. Dans le passé, cette prérogative des ministres était déléguée systématiquement aux autres acteurs de la chaîne de management du budget que sont les DCAF, puis aux responsables de programmes. Ces derniers, ne dépendant pas dans la plupart des cas des ministres, avaient tendance à outrepasser leur pouvoir en ne rendant compte de leur gestion qu'à leur autorité hiérarchique. Je souhaite mettre un terme à cette opacité en injectant de la transparence dans le processus.

Désormais c'est une innovation, les ministres peuvent disposer eux-mêmes de cette mission d'ordonnateur principal soit directement soit indirectement à travers la désignation de collaborateurs qu'ils auront eux-mêmes choisis. J'irai même plus loin en demandant au ministre chargé du Budget de me rendre compte mois par mois de la situation de l'exécution du budget et de prendre des mesures correctives en cas de non-exécution normale du budget.

Responsabiliser ainsi les ministres est la garantie que désormais l'argent du contribuable gabonais sera mieux dépensé.

Suite en page 3